











CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

**Diagnostic technique, hydraulique et
environnemental du polder d'Erstein et de ses
ouvrages associés**

VOIES NAVIGABLES DE FRANCE
4 quai de Paris
CS-30 367
67010 STRASBOURG CEDEX

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Diagnostic technique, hydraulique et environnemental du polder d'Erstein et de ses ouvrages associés
	Type de contrat	Marché public
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	2 ans
	Reconduction	Sans
	Prix	Prix global forfaitaire
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat.....	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat	4
2 - Pièces contractuelles.....	5
3 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	5
4 - Durée et délais d'exécution	5
4.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations.....	5
4.2 - Délai d'exécution.....	5
5 - Prix	6
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	6
5.2 - Modalités de variation des prix.....	6
6 - Garanties Financières	6
7 - Avance	6
7.1 - Conditions de versement et de remboursement	6
7.2 - Garanties financières de l'avance	7
8 - Modalités de règlement des comptes	7
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	7
8.2 - Pourcentage de rémunération par élément.....	7
8.3 - Présentation des demandes de paiement.....	8
8.4 - Délai global de paiement.....	8
8.5 - Paiement des cotraitants.....	8
8.6 - Paiement des sous-traitants.....	8
9 - Conditions d'exécution des prestations	9
9.1 - Présentation des livrables	9
9.2 - Modifications techniques.....	9
9.3 - Arrêt de l'exécution des prestations	9
10 - Développement durable	9
11 - Constatation de l'exécution des prestations	10
11.1 - Vérifications	10
11.2 - Décision après vérification	10
12 - Garantie des prestations	10
13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	10
14 - Pénalités.....	10
14.1 - Pénalités de retard.....	10
14.2 - Pénalité pour travail dissimulé	10
15 - Assurances.....	10
16 - Résiliation du contrat	11
16.1 - Conditions de résiliation	11
16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	11
17 - Règlement des litiges et langues.....	11
18 - Dérogations	11

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :
Diagnostic technique, hydraulique et environnemental du polder d'Erstein et de ses ouvrages associés

La prestation concerne les aménagements du polder d'Erstein, dont la construction a été achevée en 2004 dans le cadre de la convention franco-allemande de 1982 visant à atténuer les effets des crues du Rhin. Le polder d'Erstein constitue l'un des principaux ouvrages de rétention du Rhin supérieur, permettant de stocker jusqu'à 7,8 millions de m³ d'eau sur une superficie de 600 hectares, en réponse à des crues exceptionnelles ou à des mises en eau écologiques.

Afin d'assurer la sécurité et la pérennité des ouvrages hydrauliques de cet aménagement, Voies Navigables de France (VNF) souhaite réaliser un diagnostic complet du polder, incluant ses digues, ses ouvrages de prise et de vidange, ainsi que son réseau hydrographique interne. Ce diagnostic permettra d'évaluer l'état actuel des infrastructures, d'analyser leur comportement en situation de crue ou de submersion, et d'identifier les actions correctives ou préventives à envisager, en fonction des résultats obtenus.

L'objectif principal de la prestation consiste ainsi à définir et mettre en œuvre l'ensemble des investigations et études nécessaires pour élaborer un diagnostic technique, hydraulique et environnemental complet du polder d'Erstein, incluant notamment :

- L'analyse de la stabilité des digues.
- L'évaluation des dispositifs de vidange et de remplissage.
- L'étude du laminage des crues.
- La vérification des dispositifs d'auscultation existants.
- La définition d'un programme de surveillance et de maintenance.

Lieu(x) d'exécution :

Polder d'Erstein – Nordhouse, Plobsheim, Erstein (67)

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Les prestations sont réparties en 7 phases définies comme suit :

Phase(s)	Désignation
D1	D1 : Bibliographie et état de l'art de l'ouvrage
D2	D2 : Réalisation d'une Visite Technique Approfondie (VTA)
D3	D3 : Pilotage Investigations complémentaires
D4	D4 : Étude de laminage
D5	D5 : Réalisation d'une Étude de Stabilité
D6	D6 : Recommandations pour la mise en place d'un dispositif d'auscultation
D7	D7 : Étude de faisabilité de travaux

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- La cahier des clauses administratives générales des marchés de prestations intellectuelles
- Le cadre de réponse techniques et ses justificatifs

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-PI.

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du présent marché.

Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation, être transmis, même à titre gratuit, à d'autres personnes que celles qui ont la qualité pour en connaître dans le cadre du présent marché. Ces renseignements, documents, ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse de VNF, être divulgués à des tiers. Le titulaire ne peut ni faire usage, ni reproduire, ni représenter, ni distribuer, ni communiquer, ni publier ou révéler les informations et prestations faisant l'objet du présent marché ou tout résultat ou étude qui en seraient issus.

En cas de sous-traitance, il revient au titulaire de faire figurer dans le contrat avec son sous-traitant, une clause imposant à son sous-traitant les mêmes obligations que celles du présent marché.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Durée et délais d'exécution

4.1 - Délai d'exécution

Le délai d'exécution prévisionnel est de 2 ans.

L'exécution des prestations débute à compter de la date fixée par ordre de service.

Les phases seront indépendantes et pourront se chevaucher. Ainsi la durée totale de l'étude est attendue au maximum sur 24 mois.

Délais de chaque phase :

- D1 : 8 semaines,
- D2 : 9 semaines,
- D3 : 70 semaines,
- D4 : 9 semaines,
- D5 : 9 semaines,
- D6 : 7 semaines,
- D7 : 7 semaines.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-PI.

5 - Prix

5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

5.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres, ou de la remise des offres finales (en cas de négociation) ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés mensuellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = 15.0\% + 85.0\% (ING (n-3) / ING (o))$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois n diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois n soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index ING « Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010 ».

6 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

7 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Prestations Intellectuelles.

7.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

L'avance est alors versée dans les trente jours suivant la notification du contrat.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Ce taux est fixé à 30,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise conformément aux dispositions du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Cas particulier pour une PME : le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 35,00 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

7.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

8 - Modalités de règlement des comptes

8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI et dans les limites suivantes pour chaque phase :

D1 – Bibliographie et état de l'art de l'ouvrage

- ◊ 80 % à la remise du livrable complet
- ◊ 20 % après approbation (validation de la phase)

D2 – Réalisation d'une Visite Technique Approfondie (VTA)

- ◊ 80 % à la remise du livrable complet
- ◊ 20 % après approbation (validation de la phase)

D3 – Pilotage des investigations complémentaires

- ◊ 30 % après transmission des Dossiers de Consultation des entreprises
- ◊ 20 % après analyse des offres
- ◊ 50 % après validation pour service fait des prestations suivies

D4 – Étude de laminage

- ◊ 80 % à la remise du livrable complet
- ◊ 20 % après approbation (validation de la phase)

D5 – Réalisation d'une Étude de Stabilité

- ◊ Partie 1 : 80 % à la remise du livrable complet
- ◊ Partie 2 : 20 % après approbation (validation de la phase)

D6 – Recommandations pour la mise en place d'un dispositif d'auscultation

- ◊ Partie 1 : 80 % à la remise du livrable complet
- ◊ Partie 2 : 20 % après approbation (validation de la phase)

D7 – Étude de faisabilité de travaux

- ◊ Partie 1 : 80 % à la remise du livrable complet
- ◊ Partie 2 : 20 % après approbation (validation de la phase)

Le montant de chaque acompte relatif à la phase considérée sera déterminé sous forme de pourcentage du montant initial du marché.

8.2 - Pourcentage de rémunération par élément

Les pourcentages de chaque phase seront précisés par chaque candidat en annexe de l'acte d'engagement.

8.3 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13001779101362
- Code service : 71
- Numéro d'engagement juridique : (communiqué lors de l'attribution du marché)

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes : 1° La date d'émission de la facture ; 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ; 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ; 4° Le numéro de l'engagement juridique généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique (correspondant au numéro du bon de commande) ; 5° Le code d'identification du service en charge du paiement ; 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ; 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés ou des prestations réalisées ; 8° Le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix unitaire forfaitisé ; 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ; 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ; 11° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ; 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires. Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce. La Direction Territoriale de Strasbourg de VNF est identifiée par : un numéro SIRET "13001779101362" + un code service "71" + l'année en cours + le numéro d'engagement juridique (EJ) communiqué ou indiqué sur le bon de commande.

8.4 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8.5 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

8.6 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

9 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Adresse d'exécution :

Polder d'Erstein – Nordhouse, Plobsheim, Erstein (67)

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-PI.

Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-PI.

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

9.1 - Présentation des livrables

Les livrables sont adressés dans les conditions suivantes :

La liste et les conditions de présentation des livrables attendus sont indiquées dans le CCTP du marché.

9.2 - Modifications techniques

Pendant l'exécution du contrat, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose. La formulation de ces modifications suite à l'acceptation par le pouvoir adjudicateur du devis détaillé du titulaire donne lieu à un avenant.

9.3 - Arrêt de l'exécution des prestations

En application de l'article 22 du CCAG-PI le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du contrat, à l'issue de chaque phase du prestataire définie au CCAP.

Chaque mission sera validée explicitement par le maître d'ouvrage. Le délai de réalisation des éléments de mission pourra, éventuellement être interrompu par le maître d'ouvrage, le temps de la validation. Le titulaire, en concertation avec le maître d'ouvrage, définira des points d'arrêt nécessaires au sein de chaque mission. Ces points seront levés par décision explicite écrite du maître d'ouvrage, adressée au titulaire.

10 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Le titulaire devra veiller à limiter l'impact environnemental de ses interventions tout au long de la mission.

À ce titre, les conditions suivantes s'appliquent :

- Respect strict des zones protégées : Natura 2000, ZNIEFF, RAMSAR, Réserve Naturelle Nationale (RNN) de la forêt d'Erstein.
- Interdiction d'intervenir en période de sensibilité écologique (nidification, reproduction, etc.), sauf autorisation spécifique.
- Utilisation de moyens techniques à faible empreinte écologique (véhicules légers, matériel non intrusif, etc.).
- Gestion responsable des déchets et des matériaux issus des investigations.
- Réduction des déplacements par regroupement des interventions et recours à la visioconférence pour les réunions.
- Intégration des enjeux environnementaux dans les recommandations techniques et les scénarios de travaux.

11 - Constatation de l'exécution des prestations

11.1 - Vérifications

Les vérifications seront effectuées dans les conditions suivantes :

Suite à la remise de ses livrables, le titulaire modifiera les documents en intégrant les éventuelles remarques du maître d'ouvrage autant que nécessaire. Le prestataire disposera d'un délai maximal de 15 jours pour prendre en compte les remarques du maître d'ouvrage et soumettre à ce dernier les propositions d'évolution. De même et à tout moment, il disposera d'un délai maximal de 15 jours pour prendre en compte les remarques liées à un contrôle extérieur sur une production. Les rendus seront considérés comme définitifs une fois que le prestataire aura intégré toutes les remarques formulées après la réunion de restitution finale de chacune des phases.

11.2 - Décision après vérification

À l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions suivantes : le maître d'ouvrage procède à une validation formelle de chaque phase, par courrier ou par voie électronique. Par dérogation à l'article 29 du CCAG-PI, l'absence de décision dans le délai mentionné à l'article 28.2 ne vaut pas admission des prestations.

12 - Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 30 du CCAG-PI.

13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Par dérogation à l'article 35 du CCAG-PI, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

14 - Pénalités

14.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour calendaire de retard, une pénalité fixée à 150 €.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard est plafonné à 35% du montant du marché, de la tranche ou du bon de commande. Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

14.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

15 - Assurances

Par dérogation aux dispositions de l'article 8 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, avant la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- Une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- Une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

16 - Résiliation du contrat

16.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 27 et 36 à 42 du CCAG-PI.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

17 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Strasbourg est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

18 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 4.2 du CCAP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 5.2 du CCAP déroge à l'article 10.2.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 11.1 du CCAP déroge à l'article 28 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 11.2 du CCAP déroge à l'article 29 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 13 du CCAP déroge à l'article 35 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 15 du CCAP déroge à l'article 9.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 40 du CCAG - Prestations Intellectuelles